

Mesdames et messieurs les parlementaires,

L'UPA a appelé à constituer un front commun contre le projet de banalisation du travail le dimanche. Je m'associe pleinement à cette initiative et vous invite à en faire autant pour trois raisons principales :

- La hausse du pouvoir d'achat ne se décrète pas. Une plus large ouverture des commerces le dimanche ne ferait que déplacer la consommation de la semaine vers le dimanche et des commerces de proximité vers les grandes surfaces.
- A chiffre d'affaires égal, l'artisanat et le commerce de proximité emploient trois fois plus de personnel que la grande distribution. Ainsi, loin de créer de l'activité supplémentaire, l'ouverture des grandes surfaces le dimanche détruirait des dizaines de milliers d'emplois.
- Le maintien d'un jour de repos commun est impératif pour permettre aux Français de « vivre ensemble » et de partager des activités familiales, culturelles, associatives ou sportives. Inciter à consommer le dimanche, c'est renforcer l'individualisme, créer des frustrations et aggraver le surendettement.



Dans ce contexte, je vous appelle à :

- vous opposer personnellement à la proposition de loi Mallié visant à étendre les dérogations au travail dominical
- rejoindre le collectif de députés qui ont lancé l'appel « Touche pas à mon dimanche »
- soutenir une politique de développement de l'économie de proximité, mieux disante en termes d'emploi, de qualité de vie et de développement durable.

Avec les représentants de l'UPA et l'ensemble des acteurs de l'économie de proximité, je vous demande d'agir dans ce sens et vous remercie de me faire part de votre position par retour de mél.